



Dépêche n°8829
Paris, jeudi 18 avril 2013, 18:02:25

Axel Cadieux
Ligne directe: 01 83 97 41 24

Protection de l'information : la D2IE étudie la création d'un label pour les laboratoires de recherche « économiquement responsables »

« Je travaille sur l'idée d'un label qui certifierait les laboratoires de recherche 'économiquement responsables'. Ils signeraient une charte listant leurs bonnes pratiques vis-à-vis des entreprises. Ces dernières sauraient qu'elles peuvent s'adresser à ces laboratoires qui ne divulgueraient pas, par exemple, d'informations confidentielles à des concurrents. » C'est ce qu'annonce Marie-Pierre Van Hoecke, adjointe au délégué interministériel à l'intelligence économique chargée du pôle « recherche et innovation », jeudi 18 avril 2013 à Paris. Elle s'exprimait dans le cadre d'une conférence organisée par AEF Sécurité globale et le CDSE à l'occasion de la parution du douzième numéro de la revue consacré au « renseignement en entreprise » (AEF Sécurité globale n°8790). « L'objectif est de créer du liant entre le monde de la recherche et de l'industrie, parce que la 'pipeline' de l'innovation fonctionne moins bien en France que dans certains pays, comme l'Allemagne ou la Chine, précise Marie-Pierre Van Hoecke. Ce serait un outil supplémentaire. »

« La recherche publique française a un rôle extraordinaire à jouer dans l'économie » grâce à un financement public élevé, poursuit-elle. « Il faut utiliser ses résultats au maximum pour relancer notre tissu industriel, qui va lui-même créer des emplois et permettre le financement de la recherche publique : c'est un cercle vertueux de retour sur investissement. »

UN « DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT » DANS LES ENTREPRISES ?

« L'intelligence économique, c'est la collecte, le traitement et la diffusion de toutes les informations utiles à l'entreprise, qui vont lui permettre d'établir une bonne stratégie, indique par ailleurs Alain Juillet, président du CDSE. Or, de plus en plus, du fait de l'hypermédiatisation, les informations circulent et proviennent de toute part : il faut savoir les trier, recouper ses sources. C'est un nouveau schéma auquel il faut savoir s'intégrer, car c'est l'avenir. » Alain Juillet note que « certaines organisations profitent de ce bouleversement pour propager de fausses informations sur le marché. Le principe du système d'identité numérique permet justement d'identifier l'émetteur et le récepteur d'une information, aussi bien en 'infra' qu'en 'extra' entreprise ».

Face à cette « masse d'informations énorme qui se répand », Pascal Junghans, directeur du mastère spécialisé en intelligence économique et management des connaissances de Skema Business School, préconise la création dans les grandes entreprises d' « un directeur du renseignement, qui soit chargé de la collecte d'informations à transmettre au P-DG. Ce dernier a en effet besoin d'informations validées et recoupées ». « Le problème, poursuit Pascal Junghans, c'est que ce directeur du renseignement doit être un intime du P-DG, qu'ils se connaissent bien. »

Selon Alain Juillet, ce rôle doit revenir au directeur de sécurité de l'entreprise. « Mais on ne peut imaginer qu'il y ait plusieurs filtres entre ce directeur et le P-DG, précise le président du CDSE. Sinon, chaque filtre sépare lui-même ce qui lui paraît intéressant du reste, ce qui à terme va finir par fausser l'information. L'autre condition, c'est que la confiance totale du P-DG est nécessaire, puisqu'il va bâtir toute sa stratégie sur ces renseignements. » « Il y aura toujours des trous noirs, un dirigeant ne pourra jamais obtenir la totalité des informations qu'il estime nécessaire, ajoute Alain Juillet. Mais aller jusque dans l'illégalité pour les éclairer, c'est de la folie, les conséquences peuvent être catastrophiques. » Pour Pascal Junghans, ces « trous

noirs » peuvent d'ailleurs être comblés « dans la légalité, en faisant marcher son réseau ».

L'ACCULTURATION À « L'INTELLIGENCE COLLECTIVE »

Le concept d' « intelligence collective », lorsque l'ensemble des collaborateurs d'une entreprise se mobilise pour collecter et faire remonter du renseignement à leur hiérarchie, est également évoqué. « L'évolution du système en ce sens ne peut venir que de la formation, pour sensibiliser et faire comprendre ces processus qui vont à l'encontre de nos habitudes individualistes », indique Alain Juillet. Marie-Pierre Van Hoecke précise justement que le ministère de l'Enseignement supérieur « y travaille, pour que les étudiants soient acculturés à l'intelligence collective dès la licence ».

Contacts :

- CDSE, Alain Juillet, président, alainjuillet@aol.com
- D2IE, Anne Virlogeux, chargée de communication, 01 53 44 20 13, anne.virlogeux@ie.gouv.fr
- Noir sur Blanc pour Skema, Christine Cassabois, Responsable presse, 0141437285, ccassabois@noirsurblanc.com

À lire aussi

« Les entreprises ont besoin d'un 'monsieur renseignement' » (Olivier Hassid et Pascal Junghans dans « Sécurité et stratégie »)

AEF Sécurité globale n° 8790 du mercredi 17 avril 2013 - SPriv

Alain Juillet (CDSE) : « Les cyberattaques sont aujourd'hui l'outil le plus dangereux de déstabilisation des entreprises »

AEF Sécurité globale n° 7818 du mercredi 5 décembre 2012 - SPriv

« La légitime défense économique des entreprises » au sommaire du huitième numéro de « Sécurité et stratégie », la revue du CDSE

AEF Sécurité globale n° 5530 du vendredi 2 mars 2012 - SPriv

Les établissements de recherche devraient se doter de schémas d'intelligence économique, selon Marie-Pierre Van Hoecke (DIE)

AEF Sécurité globale n° 1840 du jeudi 25 novembre 2010 - SPub

Dépêche n° 8829 © Copyright AEF Sécurité globale - 2010/2013

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission, de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEF Sécurité globale.